CE MONDE QUI BOUGE

Égypte, la surprise Hamdeen Sabahhi

Par Hassane Zerrouky

On attendait un duel entre l'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, et le candidat dissident des Frères musulmans soutenu par les salafistes Abdel Momein Aboul Foutouh. Le deuxième tour de cette présidentielle opposera finalement l'islamiste Mohamed Morsi, surnommé «la roue de secours», candidat officiel des Frères musulmans, à l'ancien Premier ministre et ex-général Ahmed Chafiq, candidat du système. Le premier a obtenu 5,7 millions de voix (24,35%) et le second 5,5 millions de voix (23,25%). Un peu plus de 200 000 voix les séparent. Toutefois, la vraie surprise du scrutin, c'est le candidat nassérien de gauche, Hamdeen Sabahhi, arrivé en troisième position : il a récolté 4,8 millions de voix, soit 20,36%, devançant l'islamiste dit modéré Abdel Momein Aboul Foutouh que tous les sondages donnaient largement en tête de cette élection présidentielle.

S'estimant lésé par le scrutin et soupçonnant une manipulation des urnes, le candidat de gauche a décidé d'introduire un recours contre Ahmed Chafiq. Hamdeen Sabahhi, 58 ans, que personne n'attendait en troisième position, est le candidat de la place Tahrir, de cette jeunesse révolutionnaire qui, au prix d'énormes sacrifices, a contraint Hosni Moubarak à jeter l'éponge. C'est aussi le candidat de la paysannerie, des classes défavorisées. Membre du parti nassérien démocrate, fondateur du mouvement Kefaya (Ça suffit), plusieurs fois emprisonné sous l'ère Sadate puis sous celle de Moubarak, il incarne aux yeux de nombreux Egyptiens l'alternative aux candidats islamistes et à celui du système, Ahmed Chafiq.

«Je suis l'un de vous», proclamait l'une de ses affiches électorales. Pourvu de peu de moyens quand ses principaux rivaux islamistes disposaient d'une incroyable force de frappe médiatique (radios, télés privées, chaînes satellitaires) se greffant sur une logistique financière et organisationnelle leur permettant de quadriller les quartiers des villes, Hamdeen Sabahhi faisait figure de «mesquine». Les observateurs ne lui accordaient aucune chance de passer la barre des 5%. Peu nombreux étaient ceux qui se risquaient à parier une livre égyptienne sur lui. Mais voilà, grâce à une campagne de proximité dans les quartiers défavorisées, supposés acquis aux islamistes, mettant au rang de ses priorités les questions sociales – la réduction du chômage et de la pauvreté – la liberté d'expression et de la presse, mais aussi dans cette Égypte qui donne l'image d'un pays rongé par l'islamisme, la laïcité et la séparation des pouvoirs. Le score réalisé par le candidat nassérien de gauche – moins d'un million de voix le sépare de Mohamed Morsi – montre si besoin est qu'il ne faut pas désespérer de cette Égypte que les médias occidentaux ne voient qu'à travers le prisme de l'islamisme. Outre les 4,8 millions d'Égyptiens qui ont voté pour lui, il ne faut pas oublier

qu'une partie de ceux qui ont accordé leurs voix à Ahmed Chafiq et Amr Moussa l'ont fait par peur de l'islamisme, en faisant le choix de voter utile dès le premier tour, estimant sans doute que le candidat de gauche n'avait aucune chance. Autrement dit, les voix démocrates ne sont peut-être pas aussi minoritaires que le laisse penser une lecture simpliste de la réalité égyptienne.

Certes, on peut épiloguer sur la faible participation (46%) et, par conséquent, sur le taux élevé d'abstention. Mais quand on connaît la puissance politico-organisationnelle et financière des Frères musulmans et des salafistes, cette forte abstention montre que l'islam politique, toutes tendances confondues, a peut-être fait le plein de ses voix.

Tout au moins, l'examen des résultats de ce premier tour montre qu'il existe une partie importante de la société égyptienne sur qui le discours islamiste ne prend pas ou qui s'en est détourné.

A contrario, voter à gauche dans cette Égypte où les islamistes ont pignon sur rue, n'hésitant pas à user de moyens violents contre leurs adversaires laïques et progressistes, est l'expression d'un courageux choix de société, celui du progrès social et de la modernité. Cette élection présidentielle égyptienne a montré que les forces de gauche, de progrès et de la société civile moderniste, que d'aucuns croyaient laminées sur le plan des idées, disposent d'une marge de progression. Et que rien n'est encore joué sur le moyen terme dans cette étonnante Égypte.

H. Z.

DES CADRES DU PARTI ALERTENT

Le FFS au bord de l'implosion

Le feu est en la demeure, tisonné et attisé par des cadres et militants du parti qui, pour le moins qu'ils avouent présentement, dénoncent un deal secret, traduit dans les faits par notamment, l'acceptation de bonus électoraux immérités.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le clairon de la contestation est sonné publiquement en premier par Samir Bouakouir, candidat malheureux à la députation, pour la circonscription du nord de la France. C'est lui qui asséna, avant que d'autres langues ne se délient, la grave accusation de ce que la direction d'Alger du parti soit gérée de l'extérieur par un clan du pouvoir.

Une accusation corroborée, il faut bien le noter, par l'ancien premier secrétaire, Karim Tabbou, candidat heureux à la députation dans la circonscription de Tizi-Ouzou, qui atteste que «le FFS est en train de virer d'un parti d'opposition plaidant pour le changement démocratique et pacifique vers un parti qui s'accommode des compositions avec quelques franges du système et qui commence à se normaliser».

Mieux encore, Karim Tabbou n'hésite pas un instant pour évoquer une normalisation en marche. «La direction est en train de conduire le FFS vers une normalisation, une domestication claire dont les objectifs sont de participer aux équilibres internes du pouvoir.»

L'ex-premier secrétaire du parti sait assurément de quoi il parle.

Il a été le premier à en faire les frais, éjecté sans préavis ni sommation de son poste afin qu'une nouvelle direction du parti puisse «injecter du mouvement dans le statu quo». Tardivement, peut-être, Karim Tabbou s'éveille au véritable sens de la fameuse formule par laquelle Aït Ahmed devait justifier l'alignement, inattendu, de sa formation dans la compétition électorale : la participation aux équilibres internes du pouvoir. Aussi, pas étonnant que le FFS fasse l'objet d'autant de gratitude de la part du pouvoir qui, pour commencer, l'a gavé de bonus électoraux injustifiés.

«Des militants sont aujourd'hui scandalisés dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, après avoir appris que le parti s'est vu attribuer deux sièges qu'il n'a pas obtenus et qu'il n'a pas mérités. Le FFS est réduit à un parti qui accepte les strapontins», fulmine Tabbou.

Fait aggravant pour un parti qui non seulement se retient de dénoncer les irrégularités, nombreuses et vérifiées, qui ont entaché le scrutin législatif mais bien pis encore, s'accommode au mépris de toute éthique politique, de la fraude lorsqu'elle lui est profitable. En témoigne, la satisfaction aucunement gênée qu'il a exprimée, après la délibération du Conseil constitutionnel.

Aït-Ahmed et la tentation de l'occulte

C'est vraisemblablement par fine ruse qu'aussi bien Samir Bouakouir que Karim Tabbou ont soigneusement travaillé à présenter le vieux «Zaim» comme quelqu'un qui a mordu à l'appât de la désinformation que lui auraient fait entendre «les combinards d'Alger.» `

Tout dans cette opération de mise au pas du FFS, laisse entrevoir un acquiescement conscient et une implication active de Hocine Aït-Ahmed. La compromission du parti avec le pouvoir, ou avec juste un clan de ce dernier, comme l'a souligné Bouakouir, est antérieure aux élections législatives. Ses prémices sont apparues dès janvier 2011, lorsque l'émeute était dans les rues d'Alger.

C'était à ce moment-là que le FFS est intervenu, à travers la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme, dirigée alors par Me Mustapha Bouchachi qui, plus tard, drivera la liste électorale du parti dans la circonscription d'Alger, pour mettre le statu quo dans le mouvement de protestation qui réclamait le changement.

Me Bouchachi qui certainement devait juste donner corps à la surenchère nécessaire au marchandage, puis à la conclusion du deal, avait mis, rappelons-le, toute son énergie à saborder la mobilisation citoyenne née autour de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD).

Aït-Ahmed, qui ne s'est toujours pas lassé de contempler le jet des Pâquis, y contribua en qualifiant les manifestants d'Alger d'adeptes de footings hebdomadaires. Il faut vraiment être en plein dans le négoce politique pour se risquer à jeter l'opprobre sur des citoyens militants pour le changement. On ne peut, en effet, mieux rendre service au pouvoir. Mais en quoi tient ce négoce ?

Participation à l'alternance clanique

Si la chronique politique s'abreuve grandement à l'éventualité d'une rentrée du FFS au gouvernement, elle s'ouvre également à d'autres commentaires.

Surtout que les ingrédients pour une meilleure compréhension de ce qui agite le FFS lui sont fournis par des cadres du parti.

«Les tenants du pouvoir veulent, en inscrivant l'appareil du FFS dans le jeu du sérail, éviter tout risque politique de nature à perturber une nouvelle alternance clanique», a confessé Bouakouir. Au-delà donc de la participation au gouvernement, que la direction actuelle du parti n'infirme ni ne confirme, alors que la question n'a pas fini de lui être posée, le FFS est mis à contribution pour assurer une transition clanique au sommet de l'Etat, en 2014, s'entend.

Ce qui revient à dire que le FFS est sur des perspectives politiques totalement autres que celles que d'aucuns lui connaissaient.

Le parti ne milite plus pour le changement du système politique, mais entend apporter sa contribution à son maintien en y cautionnant une alternance clanique.

C'est une tautologie, sinon une lapalissade que de dire que le FFS a choisi son clan et c'est une grande question qui reste posée quant à savoir lequel.

S. A. I.

SUITE À LEURS DÉCLARATIONS PUBLIQUES

Karim Tabbou suspendu, Samir Bouakouir exclu

La sanction n'a pas tardé. L'ex-premier secrétaire du FFS, élu député sur la liste du parti dans la circonscription de Tizi-Ouzou, a fait l'objet hier d'une mesure conservatoire.

Le premier secrétaire, Ali Laskri a, en effet, décidé de le suspendre de toute activité au sein et au nom du parti. Une sanction qui était latente mais que la déclaration publique de Tabbou dans laquelle il accuse la direction du parti de se compromettre avec le pouvoir semble avoir précipité.

La décision signée du premier secrétaire du parti, certainement diligemment instruit par Aït-Ahmed, retient comme entre autres griefs à son encontre, «le non-respect des fondements, objectifs, statuts et charte du parti», «dénigrement du parti, de ses militants et de ses dirigeants par des déclarations publiques et écrites», «refus volontaire d'exécuter les directives du parti», «la confiscation des documents du parti» et «la diffusion de rumeurs et dénigrements des militants». Un acte d'accusation lourd qui suggère l'exclusion comme verdict. Le même qui a été prononcé le jour même à l'encontre de Samir Bouakouir.

Le premier secrétaire du FFS a décidé en effet que Bouakouir n'officie plus en sa qualité de représentant du parti à l'étranger.

S. A. I.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Nedjma au ralenti

Le groupe Qatari Qtel a publié hier les résultats de son exercice pour le premier trimestre de l'année en cours, affichant un recul sensible dans son chiffre d'affaires en comparaison avec les deux derniers trimestres de 2011. Sa filiale algérienne, Nedjma en l'occurrence, poursuit quant à elle une logique de croissance lente, en dépit du climat favorable qu'offre le marché algérien de la téléphonie mobile.

Selon le bilan présenté aux actionnaires de Qtel, Nedjma a réalisé, au cours du premier trimestre, un chiffre d'affaires équivalent à 220 millions de dollars avec un bénéfice net avoisinant 33 millions de dollars américains. L'indice d'investissement (Capex) est resté relativement stable par rapport au premier trimestre de l'année dernière.

Le programme de fidélisation des abonnés a montré cependant un certain ralentissement, dans la mesure où Nedjma peine à atteindre le seuil de 8,5 millions d'abonnés. Depuis 2009, les chiffres de l'opérateur qatari oscillent entre 8,2 et 8,3 millions d'abonnés alors que ses concurrents ont réalisé des avancées considérables.

Dans la catégorie du post-paid, Nedjma dispose de 527 000 abonnés seulement, alors que Mobilis par exemple a dépassé de loin le seuil de 1,2 million d'abonnés et devient l'opérateur n°1 dans cette catégorie. De facto, Nedjma conserve sa troisième place par rapport au nombre d'abonnés et peine à maintenir le rythme par rapport à ses deux concurrents Mobilis (11,3 millions) et Djezzy (17,7 millions).

Enfin, les chiffres de Qtel indiquent que Nedjma n'a pas encore atteint une place conséquente au sein du groupe. Les bénéfices de la filiale algérienne ne représentent en fait que 0.09 % du total réalisé par l'opérateur du Qatar.

R. E.

Rectificatif

Dans notre article intitulé «Les dessous de l'affaire Cnan Group», une erreur technique nous a fait écrire «… un navire comme *El Hadjar,* c'est-à-dire avec les mêmes capacités de tonnage et presque le même âge était affrêté pour un minimum de 4 500 dollars…», il fallait lire «… un navire comme *El Hadjar,* c'est-à-dire avec les mêmes capacités de tonnage et presque le même âge était affrêté pour un minimum de 45 000 dollars…». Toutes nos excuses à l'auteur et aux lecteurs.